

Bruxelles, le 16 avril 2020

Madame la Présidente,

La chaîne de production agricole et alimentaire a répondu immédiatement présente pour faire face à la crise que le monde et l'Europe traversent. En assurant, malgré des déséquilibres très forts et très soudains des débouchés, l'approvisionnement de tous les consommateurs, ce secteur s'honore et assume ses responsabilités fondamentales. La reconnaissance politique et citoyenne de cet effort et de cette réussite, déjà largement exprimée, doit aller jusqu'au bout. Elle doit absolument se traduire par un soutien, y compris financier, à un secteur qui conserve beaucoup de fragilités.

La réponse européenne a commencé. Elle doit aller plus loin pour aider les acteurs des chaînes d'approvisionnement de tous les produits à faire face et tenir dans la durée, forcément incertaine, de cette crise et de ses suites. Les réponses à apporter sont de trois ordres.

L'assouplissement réglementaire en matière de mise en œuvre des politiques existantes doit se poursuivre. Aux souplesses significatives déjà temporairement consenties sur la mise en œuvre de la PAC, doivent s'ajouter d'autres souplesses sur le suivi des programmes opérationnels en fruits et légumes ou les programmes nationaux viticoles notamment, en réponse aux demandes formulées par les acteurs concernés. Mais cet assouplissement ne doit pas concerner que les soutiens de la PAC. Il doit aussi s'appliquer en matière de droit de la concurrence, pour permettre aux producteurs organisés, aux interprofessions, aux acteurs économiques de se concerter pour gérer efficacement l'offre et la réorientation des produits. En particulier, toutes les démarches, portées par les acteurs économiques, qui visent à orienter la production vers de nouveaux débouchés ou à la réduire de façon ciblée doivent être facilitées. C'est le premier et le meilleur moyen pour éviter que des surplus pèsent maintenant ou dans les mois à venir sur les marchés et donc, in fine, comme toujours, sur les agriculteurs.

Au-delà, il est essentiel que des moyens soient fléchés pour assurer collectivement la stabilité des marchés les plus impactés. Le stockage privé, comme la distillation de crise, sont des leviers déjà mis en avant par de nombreux acteurs mais ils ne sont pas les seuls disponibles. Il est en tout cas fondamental que les arbitrages budgétaires qui sont en train d'être pris, au niveau européen, pour faire face à toutes les urgences liées à cette crise n'oublient pas l'agriculture et l'agro-alimentaire au prétexte que ce secteur continue à tourner plus que d'autres. Il tourne par nécessité, mais il est fragile et pourrait s'effondrer. Cela nécessite des moyens qui doivent, pour commencer, être recherchés dans les marges sous plafond non consommées du budget agricole européen.

Enfin, en responsabilité, l'Union européenne doit porter une attention particulière en cette période de crise à sa souveraineté alimentaire et aux effets délétères d'importations non maîtrisées et à bas prix de produits qui viennent concurrencer une offre européenne de qualité mais déjà en excédent du fait de la crise. Le commerce mondial agricole, plus que jamais, doit avoir pour but de garantir l'alimentation suffisante en quantité et en qualité de toutes les régions du monde, en aucun cas il ne doit encourager les comportements opportunistes. À ce titre, la Commission doit aujourd'hui faire preuve de décence en retirant pour l'instant de son agenda toute poursuite des négociations commerciales sensibles sur le plan agricole.

Madame la Présidente, une réponse européenne est non seulement nécessaire, mais elle est urgente. L'application des mesures de marché doit être immédiate pour être efficace. Il en va de la résilience de toute la chaîne de valeur et des exploitations agricoles. En déclenchant maintenant les outils de gestion de marchés pour les nombreuses filières concernées (produits laitiers, viandes, fruits et légumes, pommes de terre, vin, sucre, éthanol), sans oublier la solidarité avec des secteurs habituellement non couverts comme l'horticulture, l'Union européenne montrerait qu'elle reste le premier lieu pertinent de maîtrise des marchés agricoles.

Espérant que vous puissiez entendre la demande dont nous nous faisons l'écho, nous vous prions de croire de croire, Madame la Présidente, en l'expression de notre plus haute considération.

Jérémy DECERLE
Clara AGUILERA
Daniel BUDA
Isabel CARVALHAIS
Anne SANDER
Dan-Stefan MOTREANU
Atidzhe ALIEVA-VELI
Hilde VAUTMANS
Paolo DE CASTRO
Stéphane SEJOURNE

Mme Ursula VON DER LEYEN
Présidente de la Commission européenne
Commission européenne
Rue de la Loi
1049 BRUXELLES

CC : M. Janusz Wojciechowski, Commissaire à l'Agriculture, M. Johannes Hahn, Commissaire au Budget et à l'Administration, M. Phil Hogan, Commissaire au Commerce, M. Thierry Breton, Commissaire au Marché intérieur

Brussels, the 16th of April 2020

Madam President,

The agricultural and food production chain has immediately responded to the crisis that the world and Europe have been plunged into. Despite very strong and very sudden imbalances on the markets, this sector is paying tribute to itself and is notably seeing to its fundamental responsibilities by ensuring the supply of all consumers. The political and public recognition of this effort and this success, which has already been widely expressed, must go all the way. It must absolutely be translated into tangible support, including financial support for a sector that still remains rather fragile.

The European response is in its cradle. It now needs to go further in helping the actors in the supply chains of all products endure and withstand the inevitably uncertain duration of this crisis, as well as its aftermath. The types of response are threefold.

Regulatory flexibility in the implementation of existing policies must continue. In addition to the significant flexibilities already temporarily granted for the implementation of the CAP, other flexibilities, particularly pertaining to the monitoring of operational programs for fruit and vegetables or to the national wine programs, must be added in response to the requests made by the concerned stakeholders. However, this flexibility should not only concern CAP support. It must also apply in the realm of competition law in order to enable organized producers, interbranch organizations and economic players to work together to effectively manage supply and product reorientation. In particular, all steps taken by economic operators with the aim of directing production towards new outlets or reducing it in a targeted manner must be facilitated. Should surpluses weigh on the markets, they would also, as is always the case, weigh on farmers. As such, this is the first and most fitting way to avoid such an incident.

Beyond that, it is essential that resources be earmarked to collectively ensure the stability of the most affected markets. Private storage, like crisis distillation, represents a lever already put forward by many players. However, it is not the only one available. In any case, it is essential that the budgetary decisions currently being taken at European level aimed at responding to all emergencies prompted by this crisis not forget agriculture and agri-foodstuffs on the pretext that this sector continues to operate better than others. It functions as it does out of necessity, but it stands fragile and could collapse. This requires resources, which to begin with, should be sought from the unused ceiling margins of the European agricultural budget.

Finally, where responsibility is concerned, in this period of crisis the European Union must pay particular attention to its food sovereignty and to the harmful effects of uncontrolled and low-priced imports of products that compete with quality European supply already suffering from surplus as a result of the crisis. Now more than ever, the global agricultural trade must aim to guarantee sufficient food with regards to quantity and quality for all regions of the world, and under no circumstances should it encourage opportunistic behaviour. As such, for the time being, a dignifying act for the Commission would be to remove any continuation of sensitive agricultural trade negotiations from its agenda.

Dear President, a European response is not only a matter of necessity; it is also a matter of urgency. The application of market measures must be immediate in order for them to be effective. The resilience of the entire value chain and of farms is at stake. By now triggering market management tools for the numerous concerned sectors (dairy, meat, fruit and vegetables, potatoes, wine, sugar, ethanol), but also by acting in solidarity with the lesser covered sectors, such as horticulture, the European Union would demonstrate that it remains the first relevant actor for maintaining control over agricultural markets.

Hoping that you will be able to acknowledge the request that we transmit, please accept, Madam President, the assurances of our highest consideration.

Jérémy DECERLE
Clara AGUILERA
Daniel BUDA
Isabel CARVALHAIS
Anne SANDER
Dan-Stefan MOTREANU
Atidzhe ALIEVA-VELI
Hilde VAUTMANS
Paolo DE CASTRO
Stéphane SEJOURNE

Mrs Ursula VON DER LEYEN
President of the European Commission
European Commission
Rue de la Loi
1049 BRUSSELS

CC : Mr Janusz Wojciechowski, Commissioner for Agriculture, Mr Johannes Hahn, Commissioner for Budget and Administration, Mr Phil Hogan, Commissioner for Trade, Mr Thierry Breton, Commissioner for Internal Market and Services